



Quand l'intime fuit le privé pour trouver refuge dans le public

Franck Dorso

► To cite this version:

Franck Dorso. Quand l'intime fuit le privé pour trouver refuge dans le public. Travaux & documents, 2007, 26, pp.57-64. halshs-00179100

HAL Id: halshs-00179100

<https://shs.hal.science/halshs-00179100>

Submitted on 23 Oct 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La relation entre l'intime et le public était le thème central de la seconde journée de l'École Doctorale des Humanités, de l'Université Marc Bloch de Strasbourg, le 17 juin 2006. Dans le cadre d'une communication proposée dans l'atelier « Les lieux du public et de l'intime », cette relation a été resituée dans une triangulation intime-privé-public, à travers un cas de terrain révélant un enchevêtrement particulier de ces plans. La muraille de Théodose II à Istanbul est livrée depuis une vingtaine d'années à un processus de recomposition territoriale instable, qui voit alterner opérations de rénovation et ré-occupations par des formes d'économie souterraine, d'habitat clandestin, et d'usages plus éphémères (Dorso, 2003). Certaines de ces pratiques relèvent de l'intime (repos, isolement, relations amoureuses, libations entre amis, usages, consommations et pratiques interdits ou réprouvés). Elles ont quitté la sphère privée (maison, famille, lieux de sociabilités...) sous l'effet de pressions morales et sociales particulières, et ont rejoint un espace par définition public, les remparts de la ville historique. Ce déplacement peut amener différents questionnements : comment la muraille est-elle devenue un réceptacle de l'intime ? Comment le public et l'intime sont-ils travaillés par ce mouvement ? L'intime peut-il devenir une ressource dans des conflits objectivés autour de la territorialité ?

Ces questions ont été abordées lors de plusieurs phases de recherches sur le terrain. Parallèlement aux enquêtes institutionnelles classiques, les méthodologies d'immersion ont été privilégiées lors des recueils de matériaux sur le site même des interactions. Les pratiques mentionnées ont d'abord été repérées par des observations mobiles ou postées. Lorsque cela fut possible, elles donnèrent lieu à des épisodes de participation, à visage couvert ou découvert. Ces données furent complétées par des discours recueillis lors d'entretiens impromptus, et par le biais d'outils conçus spécifiquement pour ces enquêtes : exercices de reconnaissance visuelle de lieux à partir de photographies, questionnaires ouverts simplifiés.

UN SITE TRAVAILLÉ PAR LES USAGES QUOTIDIENS

La muraille de Théodose II est le dernier rempart encore visible de la ville. Bâti à partir de 413, l'édifice subsiste aujourd'hui dans sa partie terrestre, longue de sept kilomètres – alors que la partie maritime, qui conférait à l'ensemble un périmètre de vingt-six kilomètres, a peu à peu été noyée par l'urbanisation des fronts de mer. Cet édifice, composé de deux hauts murs flanqués de tours, d'un avant-mur et d'un système de fossés inondables aujourd'hui comblés, a rempli sa fonction militaire jusqu'au ^{xix}^e siècle, cédant plus souvent aux assauts des séismes qu'à ceux des hommes (1204 avec le sac des croisés, et 1453 avec la conquête Ottomane). Bien que des usages détournés aient été tolérés en temps de paix, c'est le déclin de la fonction défensive qui marque le début de l'usage du site à des fins autres que militaires. Des activités économiques agricoles et artisanales s'installent peu à peu, ainsi que des formes d'habitats précaires. Les pratiques festives tolérées aux abords des murailles se poursuivent également. Les phases d'accélération de l'expansion urbaine, dans les années 1950 puis 1970 voient se généraliser l'usage du site, qui ne fait plus frontière dans une aire urbaine aux contours désormais lointains et mouvants.

En 1985, la ville est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, au titre de quatre sites majeurs, dont la muraille de Théodose II (Ahunbay, 1994). Des travaux de dégagement de l'édifice sont envisagés, sans réel projet d'ensemble. Un processus de recomposition territoriale instable se met alors en place, alternant opérations de déguerpissements, chantiers de rénovation hâtifs, et ré-occupations une fois les travaux terminés. L'attitude de la municipalité du Grand Istanbul, propriétaire et maître d'ouvrage, semble hésitante, et des critiques s'élèvent, à propos de la qualité des reconstructions ou du système de passation des marchés. Le lancement de ces opérations réunit un certain nombre d'acteurs, dans des configurations changeantes : pouvoirs locaux et nationaux,

experts de l'Unesco, entrepreneurs, représentants de la chambre des architectes, ou, plus récemment, intellectuels et acteurs associatifs réunis sous la bannière de la « mobilisation pour la sauvegarde des remparts d'Istanbul. » Souvent, face à ces acteurs institutionnels, les usagers de la muraille, sur le terrain, semblent former un groupe unitaire, plus ou moins disqualifié, et rangé dans la catégorie des pauvres ou des marginaux. Il n'en est rien. Le groupe des usagers, s'il faut en créer un, est hétérogène : migrants ruraux d'Anatolie centrale, habitants des quartiers riverains, maraîchers cultivant les jardins des fossés comblés et habitant des tours de l'arrondissement voisin de Zeytinburnu, Roms de la région d'Adana établissant leurs campements à différents moments de l'année en fonction de leurs activités à Istanbul, chômeurs ayant perdu leur logement, individus isolés et très pauvres, petits trafiquants, sniffeurs de colle... Non seulement les usagers de la muraille – qu'ils y habitent, y travaillent, ou ne fassent qu'y passer – offrent une grande variété de figures, mais ces figures se démultiplient elles-mêmes dans l'enchevêtrement des rôles sociaux propres aux processus d'urbanisation et de métropolisation : tel résident d'un quartier limitrophe de la muraille pestera contre les abus nocturnes d'alcool sur la muraille, mais ira fréquenter des prostituées quelques centaines de mètres plus loin ; tel autre ira manger, seul et pensif, puis faire sa sieste entre midi et deux heures sur une tour déserte près d'Edirnekapi, tout en critiquant les Roms qui campent, invisibles, entre les hauts murs. Striée de brèches et de sentiers, de passages et de raccourcis qui n'ouvrent parfois que sur un inoffensif arrêt de bus, la muraille est aussi un terrain d'usages quotidiens ordinaires.

L'INTIME SUR LA MURAILLE

Deux registres de l'intime sont observables sur la muraille. Le premier relève de ce que l'on voit aux abords des habitats clandestins installés dans la muraille, dans les tours, niches, casemates aménagées du rempart. Là s'étalent linge, ustensiles de cuisine, de toilette, literies, ainsi que les corps, parfois visibles, surpris dans les pratiques domestiques, qui débordent sur l'extérieur. La séparation des espaces public et privé n'est sans doute pas plus forte ou plus floue qu'ailleurs, mais les dispositifs qui l'organisent sont diversement interprétés par les visiteurs qui se sont hasardés vers

une zone appropriée. Lorsque les résidents ne sont pas là, des barrières, palissades ou grilles ferment le « dedans », et des indices de présence (ustensiles de cuisine, linge à sécher, déchets) ainsi que des chiens attachés signifient l'appropriation. En présence des habitants, les attitudes face à la visite d'une connaissance, l'intrusion d'un inconnu ou les démarches de rencontre sont variées, allant de la fermeture, où l'intime est caché, à des rituels de salutations, puis d'accueil. Lorsqu'il y a accueil, l'intime se donne à voir, car les espaces exigus ne permettent pas toujours de séparation des pièces. La présence du couchage peut être manifestement ignorée, ou au contraire montrée comme un argument, dans un discours de plainte ou de demande.

Ces configurations semblent toutefois assez classiques¹, aussi peut-on s'arrêter plus précisément sur le second registre observable de l'intime, constitué de pratiques éphémères relevant d'individus qui n'habitent pas la muraille. L'habitat n'est pas le seul réceptacle de l'intime, et ce second registre n'est pas constitué uniquement de pratiques transférées du domicile vers la muraille. Elles révèlent une certaine diversité : siestes, sommeils – dont D. Zeneidi-Henry montre bien, à propos des SDF en France, qu'il est une des pratiques les plus intimes, la plus respectée par les passants (Zeneidi-Henry, 2005) – des réunions entre amis avec libations, des flirts, relations sexuelles, pratiques sexuelles solitaires, des gens qui s'isolent (pour réfléchir, pleurer, méditer...), et des repas, mais pas seulement de la consommation (banale dans l'espace public). Il s'agit en effet, dans les cas qui nous intéressent, de repas avec acte de cuisiner : mise en place d'un petit feu, quelques ustensiles, maniement des aliments, de l'eau, le corps tourné vers l'acte et non vers l'extérieur – ce qui renvoie traditionnellement aux actes qui ont lieu dans l'espace privé de la cuisine, qui est parfois une arrière-salle de la salle à la manger ou de salon (espaces semi-privés semi-publics), donc un repli relevant souvent de l'intime (l'accès à cette pièce peut être par exemple interdit aux invités, même proches ou parents). On retrouve dans ces évocations un constat évoqué au niveau des usages de la muraille en général : les pratiques intimes ne relèvent pas systéma-

1- Dans l'urbanisation spontanée dans les suds, pour dire vite.

tiquement du sordide ou de l'extraordinaire, on y croise des usages banals, ordinaires, liés au quotidien. Et ces usages s'observent dans des enchevêtrements de situations, d'espaces (espaces-temps éphémères d'usages) et d'acteurs (démultiplication des « casquettes »).

De la même façon, ces usages relèvent de processus d'appropriation spatiale, dont les logiques peuvent être complexes (Ripoll et Veschambre, 2005). Ici, en effet, l'appropriation d'un lieu peut sembler effective à plusieurs échelles : propriété globale de la municipalité ; propriété à l'échelle micro d'une niche aménagée ; voire même propriété de l'humanité, à travers le classement Unesco et le processus de patrimonialisation. Ces échelles interfèrent au quotidien, tout comme les appropriations matérielles entrent en tension avec des appropriations symboliques ou affectives qui génèrent elles aussi des actes particuliers (dans les transactions sociales, les interactions personnelles, et également dans les attitudes par rapport à l'édifice lui-même).

QUELQUES RAISONS DU PASSAGE DE L'INTIME DANS LE PUBLIC

La nécessité et la survie économique expliquent une part de ces types de passages de l'intime dans le public. Pour les résidents de la muraille, par exemple, la principale possibilité de logement se situe dans la pratique du squat. Or, tous les lieux potentiels d'habitat clandestin ne sont pas des bâtiments privés, et certains investissent des lieux publics – la muraille est loin d'être un cas isolé. Du reste, cette détermination économique n'est pas limitée à l'habitat, elle touche également certaines pratiques labiles relevant de l'intime, comme certaines libations, ou relations sexuelles, qui auraient lieu dans d'autres lieux (garantissant une intimité adaptée à la situation) avec plus de moyens financiers.

Les pressions morales et le contrôle social sont une raison souvent évoquée à mots couverts. Des expressions comme « ici, on souffle ! » traduisent la volonté d'échapper soit à la pression morale du cadre familial ou des relations de proximité, soit au contrôle social assez fort de la rue, cet espace public de base, dans lequel tous les gestes sont vus et sus. Trouver l'anonymat dans l'espace public est possible, à condition de

quitter les territoires du quotidien parsemés d'interconnaissances, mais alors on gagne en liberté ce que l'on perd en assurance, en maîtrise et en connaissance du territoire. De fait, à l'exception de quelques quartiers huppés, les rues stambouliotes restent toujours soumises à une assez forte densité d'occupation et de regard – ce qui est tout autant un facteur de sécurité et de sentiment de confiance que de contrôle social. Les quartiers qui bordent la muraille sont des quartiers populaires qui relèvent de ce registre. Du point de vue institutionnel, les sphères politique et religieuse renforcent cet effet : les arrondissements auxquels appartiennent ces quartiers votent traditionnellement pour les partis religieux – aujourd'hui l'AKP (Parti de la Justice et du Développement). Mais ce sont surtout les discours tenus par les habitants qui traduisent la prégnance d'un ordre moral relativement rigoureux. Sans verser dans un dualisme radical, on imagine facilement que ce rigorisme, ce contrôle social ou l'ordre moral familial puissent générer quelques frustrations, ou tout au moins ne permettent pas à tous les désirs d'être satisfaits. Dans un contexte de crise économique persistante pour les couches populaires, et de foisonnement des signes de bien-être et d'émancipation – dans un espace public parfois saturé de publicités occidentalisées et très libérées – la muraille devient un lieu possible de défolement loin des interdits, des regards accusateurs, et des injonctions ambivalentes.

Un autre facteur de passage provient de l'objet urbain lui-même. La muraille offre en effet un dispositif favorable à l'immigration de l'intime. Par sa matérialité d'abord : vastes zones invisibles entre les deux murs principaux, tours avec peu d'entrées, lieux en hauteur difficiles d'accès, vastes souterrains, niches et recoins. Mais également par son traitement urbanistique. L'attitude ambivalente du maître d'ouvrage, entre opérations volontaristes mais très ponctuelles et manque manifeste d'intérêt (pas de projet d'ensemble jusqu'en mai 2006) caractérise une forme de « déprise » politique du site, qui facilite les détournements et usages illégaux (Demazière et Dorso, 2003). Les tolérances sont nombreuses, même si elles alternent avec des déguerpissements relativement imprévisibles et non concertés. Cette déprise renvoie à des processus complexes que nous ne pouvons qu'évoquer ici : processus de patrimonialisation difficile, incompréhensions

mutuelles entre l'Unesco et certaines institutions politiques turques, place des édifices byzantins dans les enjeux idéologiques liés à la réécriture de l'histoire de la ville (Pérouse, 2003). Mais cette déprise n'est sans doute pas totalement innocente. Des lieux comme la muraille jouent un rôle bien pratique dans des métropoles comme Istanbul dont la croissance a été très rapide en quelques décennies et reste importante (3 millions d'habitants en 1970, autour de 15 millions aujourd'hui). La muraille terrestre absorbe, comme d'autres lieux caractérisés par les mêmes processus d'appropriation territoriale, une partie du flux des migrants ruraux. Elle fournit des lieux de transit dans des mobilités géographiques, professionnelles et sociales : habitat et tâcheronnat sur la muraille, puis salariat, et location d'un appartement dans une tour, voire auto-construction ou achat d'un logement. Elle est aussi un lieu d'apprentissage de l'urbanité, des manières d'être et de faire en ville, donc aussi un lieu d'interpénétration de ces représentations et logiques d'actions, donc de co-production des urbanités à l'échelle de l'aire urbaine. Mais elle rend aussi des services au niveau social, pour tous les urbains, et les habitants des quartiers modestes qui la bordent : en accueillant le défouloir des frustrations économiques, sociales ou affectives, elle absorbe les tensions et contribue à limiter les remises en cause de l'ordre social. Tampon de l'exode rural et soupape des tensions sociales, la muraille remplit un rôle non négligeable pour les pouvoirs publics. Cette sorte de macro-transaction reste bien entendu le plus souvent tacite.

On observe ainsi, sous l'effet conjugué de ces différents facteurs, un processus d'entraînement, de renforcement du rôle de refuge de l'intime. Lieu d'un retour du refoulé, la muraille devient en même temps un lieu identifié de défoulement. Dans ce mouvement, les pratiques de l'intime, comme d'autres pratiques qui, pour la norme commune, ne devraient pas être là, co-produisent le lieu, dans son appropriation physique, mais aussi symbolique : l'endroit, qui devait être un haut lieu touristique, ne voit presque aucun visiteur, la muraille étant décrite comme un endroit dangereux dans la plupart des guides. Dans le même temps, les images et les représentations circulent, et les gens savent, sur le terrain, ce que l'on peut venir faire sur la muraille, ce qui renforce l'établissement de toutes sortes de pratiques,

du défouloir au dépotoir, de la ballade à l'escapade. Fantômes et réalités s'articulent dans une co-production complexe et mouvante du lieu.

LORSQUE LA QUESTION DU PUBLIC DEVIENT EXPLICITE

Tout ce processus, qui n'a pas fondamentalement varié depuis la fin des années 1980, pourrait bien continuer à fonctionner comme cela encore quelque temps. À cela près que la question de la muraille comme espace public devient, depuis 2006, plus clairement posée par les nouveaux projets de la municipalité (Dorso, 2006a). Alors que la question de l'interaction entre intime et public faisait jusqu'ici l'objet de transactions tacites sur le terrain, la municipalité annonce des projets pour la muraille dont l'orientation est clairement touristique, et fait émerger² la question de la publicité de cet espace.

Du point de vue du droit urbain, la muraille et ses abords immédiats³ représentent un édifice municipal, sur un terrain municipal. Même si la question des espaces publics soulève en Turquie comme ailleurs de multiples débats, à la croisée des usages sociaux et des politiques publiques (Fleury, 2005), les registres d'attitudes et d'interactions sur le terrain viennent renforcer l'aspect juridique : inattention polie, évitement, salutations courtoises. Ces registres ne sont pas exclusifs, bien sûr – il y a quelques zones fortement appropriées, et des espaces-temps éphémères d'appropriations momentanées – mais l'indice le plus fort de publicité vient sans doute de la reconnaissance pas les usagers des bons registres à adopter en fonction des situations, de ces normes communes de co-présences, reconnues et acceptées à peu près par tous. Simplement, cette publicité relative de l'espace s'est constituée dans une illégalité des usages : habitat, économie souterraine, détournements, tracés informels (raccourcis et errances), pratiques réprouvées par la morale et parfois la loi.

La municipalité quant à elle change d'attitude, abandonnant les atermoiements d'hier pour une volonté conquérante. Il s'agit aujourd'hui de mettre en place un

2- Parfois dans l'opposition ou la critique du projet.

3- La bande non aedificandi côté ouest, définie à la fin des années 1930 par Henri Prost, urbaniste français invité en Turquie pour établir le schéma directeur d'Istanbul.

projet touristique d'envergure, fut-ce en désaccord avec l'Unesco et malgré les menaces de l'institution internationale de modifier l'inscription patrimoniale de la ville, pour la placer sur la liste des chefs-d'œuvre en péril. Cette morgue nouvelle trouve sans doute une part de son origine dans le monopole du pouvoir, à la fois municipal et national, par un seul parti politique – alors que des transactions plus fines avec des acteurs tiers pouvaient opérer lorsque des conflits minaient les relations entre le gouvernement et la métropole économique. Ces projets, encore en partie officieux, seraient focalisés sur des « points », réunissant des commerces de souvenirs, des lieux de restauration, et une hôtellerie de proximité – a priori de standing. Ces espaces marchands pourraient notamment occuper certaines tours, aménagées pour cela. Il s'agira alors de commencer par « nettoyer » la muraille de ses occupations actuelles, poursuivre les opérations de rénovation, et faciliter l'accessibilité au site. La sécurisation des espaces pourra être confiée aux polices d'arrondissements, ou à des sociétés privées.

On se trouve ici devant une configuration classique d'espace public, normative, dans laquelle des manifestations de l'intime ne sauraient prendre place. Cette normativité d'un espace public à l'occidentale est peut-être une expression des effets « uniformisateurs » souvent soulignés des opérations de requalification urbaine (Fol et Sabot, 2003) – ou de régénération urbaine, qui est le terme employé à Istanbul. On pourrait aussi évoquer l'articulation entre accessibilité et marchandisation de ce type d'espaces touristiques, de même que les débats sur la muséification et les processus de patrimonialisation (Gravari-Barbas et Veschambre, 2005). Quoi qu'il en soit, les disputes entre acteurs locaux envisagent rarement, dans les faits, la présence de l'intime dans le public – qui est ignorée, niée, ou combattue. Elle est pourtant un fait, et elle est constitutive, aujourd'hui, de l'espace public de la muraille.

L'INTIME, RESSOURCE DU PUBLIC ?

Ces enchevêtrements circonstanciés de l'intime et du public, tout comme les ré-agencements qui se profilent sur la muraille amènent plusieurs questionnements possibles sur ces configurations, qui interrogent à la fois l'intime, le public, l'espace, et leur place dans les rapports sociaux.

Du lieu public de l'intime au lieu public des bas-fonds ?

Nous avons évoqué quelques-unes des processus qui ont conduit la muraille à devenir, entre bien d'autres choses, un réceptacle de l'intime : dispositifs physiques de l'invisibilité, déprise institutionnelle due à un processus de patrimonialisation contrarié, proximité avec certains quartiers populaires, histoire longue des occupations de cette ancienne frontière de la ville, tolérances liées à une fonction d'amortisseur des tensions sociales et économiques. Si la muraille accueille du refoulé, des refoulés, tout en restant, en théorie, un espace public et, dans les faits, un espace relativement accessible, c'est peut-être qu'elle est elle-même un lieu refoulé par la sphère décisionnelle – un lieu de relégation bien commode sur le plan socio-économique, et encombrant sur le plan symbolique voire identitaire, donc laissé plus ou moins en jachère (Dorso, 2006b). Ces configurations n'empêchent pourtant pas des formes de publicité de l'espace de se produire dans ces lieux de perdition, comme on l'a vu avec les registres d'attitudes les plus courants.

Aurait-on donc au final un espace public des bas-fonds, qui répondrait à un espace public normal (celui de la rue, des centres-villes, des places publiques organisées autour des lieux de pouvoir) ? Ou même, pourquoi pas, une gradation des espaces publics, allant des bas-fonds à des espaces publics de luxe ? Sur la muraille, la dernière portion de travaux achevée se situe à Edirnekapi (la porte d'Edirne), trouée routière flanquée de deux hautes tours qui s'élèvent au point culminant de la muraille, et offrent un beau panorama sur la ville historique, la mer de Marmara, et surtout la Corne d'Or, juste en contrebas. Des travaux avaient déjà eu lieu dans les années 1990, mais le chantier de 2005 a complètement reconstruit le secteur. Des projets ont déjà été évoqués pour cette zone, proche du Palais de Constantin Porphyrogénète (actuellement en travaux, il accueillera une scène de spectacle) ou de la Kariye, ancienne basilique « Saint Sauveur in Chora », aux subtiles mosaïques byzantines. La surprise fut de taille lors du passage sur les lieux au printemps 2006 : des grilles interdisent désormais tout passage au travers de la muraille, toute ascension vers les tours ou les anciens sentiers herbeux qui sillonnaient auparavant le haut des murs. Le dernier artisan encore présent dans

la muraille, un menuisier dont l'atelier occupe la base d'une ancienne tour, est resté en place, contrairement à ses craintes des dernières années, mais son avenir semble incertain, à moins qu'il ne finisse par entrer lui aussi dans le processus de muséification. Par contre, les pratiques liées à l'intime qui étaient observables sur les lieux ont disparu (cuisine, sommeil dans des recoins, flirts entre jeunes). Cette configuration actuelle donne un avant-goût des projets municipaux qui ont le vent en poupe.

Cet exemple pourrait illustrer une forme de polarisation entre deux types d'espaces publics. D'un côté une accessibilité régulée, qui aurait éliminé toute présence de l'intime, et, pour la muraille, s'ouvrirait aux rapports marchands⁴ (souvenirs, restauration... pas très différents d'un centre-ville historique classique). Et, de l'autre, une accessibilité non régulée, qui accepte et gère l'intime dans les interactions de base, comme c'est le cas actuellement dans la majeure partie de la muraille. Ces deux formes répondent à des critères de publicité, mais dans des configurations différentes. La présence et l'interaction avec l'intime constitueraient, de façon assez classique, un marqueur social. Mais on peut peut-être dépasser le stade descriptif et interroger la façon dont la présence de l'intime travaille, voire façonne, la publicité de l'espace.

Usages intimes et qualité d'espace public

L'espace public se caractérise par une tension entre sécurité et aléatoire, entre le sentiment de confiance, de sécurité, de non-agression, et le surgissement de l'imprévu, le risque, la probabilité de la rencontre – bonne ou mauvaise, à l'issue incertaine. Le besoin de sécurité est une condition de constitution des espaces publics, ouvrant à la possibilité des co-présences, à l'hospitalité kantienne – et se manifeste par divers dispositifs spatiaux ou disposition des acteurs – on retrouve ici l'inattention polie, les évitements, les courtoisies. L'aléatoire ne verse pas uniquement dans l'opposé, dans le risque et la crainte. Certes, l'inconnu renvoie à la peur, mais l'imprévu peut aussi être une stimulation, la recherche de l'aventure, une objectivation de l'imaginaire. Et donc

un moteur de la co-présence : chercher les autres, voire l'autre, dans le confort des rassemblements grégaires.

Cette co-présence, la résolution de cette tension sécurité-aléatoire, sont permises notamment par le contrôle social, qui est à la fois l'intériorisation des normes par chacun (en particulier l'interdit de la violence physique ou verbale⁵), la surveillance mutuelle, la présence de tiers dépositaires de ces normes ou de la légitimité de la surveillance (le policier, le boulanger du coin, l'habitué du jardin public), et, enfin, la densité. Cette question de la densité mérite que l'on s'y arrête. En effet, si la municipalité met en œuvre les esquisses de projets d'aménagement évoqués, la muraille perdra sa densité actuelle d'occupation. Or, la muraille serait-elle plus sûre si elle était déserte ?

Les usages intimes peuvent être vus, ou sus, mais volontairement ignorés par les usagers, qui détournent le regard et continue de vaquer à leurs occupations, ou passent leur chemin. Ces arrangements tacites laissent possibles une certaine densité de présence sur la muraille. Mieux, elles placent dans le champ de la norme les modes de régulation de ces interactions : on sait en allant sur la muraille qu'il faudra peut-être dévier de son chemin ou tourner les yeux. Ces arrangements concrets, quotidiens, en situation, sont rassurants. Ils permettent à la fois l'établissement d'un certain sentiment de sécurité, et une accessibilité du site qui n'est, au fond, pas si éloignée que celle d'un quartier populaire avoisinant. À ceci près toutefois que, contrairement aux espaces publics classiques, la muraille compte dans ses murs des expressions de l'intime, qui, dans le processus évoqué, peuvent apparaître comme des ressources dans l'établissement de l'accessibilité et de la publicité de l'espace.

Ce faisant, on envisage ici les liens entre intime et public en privilégiant un sens : plutôt que d'évoquer le thème de la publicisation de l'intime, nous avons approché, pour recourir au chiasme, celui d'une certaine « intimité » du public. On peut, pour terminer, évoquer une troisième et dernière piste de réflexion qui

4--Les rapports marchands existent sur la muraille : ébauches de bars clandestins, commerce de légumes et d'animaux, prostitution – mais ne sont pas considérés comme légaux.

5- Une violence du premier degré, en quelque sorte, bien différente de la violence symbolique – évoquée par exemple par Bourdieu à propos des édifices publics signes du pouvoir, qui est, elle, rarement consciencisée (Bourdieu P., 1990, *La misère du monde*, Le Seuil, Paris).

articule la prise en compte du lieu, des rapports sociaux, et de ce qui opère au niveau individuel.

Une scène interstitielle ?

En effet, ce qui amène l'intime dans le public résulte, sur la muraille et dans les faits concrets, de décisions et d'actes individuels. L'intime fuit un certain nombre de pressions, familiale, morale, sociale, pour être réinvesti ailleurs, par des individus. Il est important de rappeler que les pressions qui peuvent motiver ces fuites sont issues à la fois de la sphère privée et de la sphère publique (espaces publics classiques de la rue). Ces usages intimes trouvent refuge dans un espace public a priori bâtarde, ou intermédiaire, au moins au point de vue officiel.

Dans cette dernière optique, le mouvement traduit une motivation d'échappatoire à la contrainte, et renvoie à une forme d'émancipation individuelle, partiellement conscientisée : on prend la décision d'aller sur la muraille pour y faire quelque chose relevant de l'intime⁶. On assiste à des recombinaisons ou à des créations partielles de normes, même de façon très ténue, et sur des objets ou des segments de la vie sociale très petits, liés au corps, à des tâches domestiques, à la relation à l'autre, aux autres.

Cette émancipation peut également renvoyer à un niveau plus global, celui de l'urbanité ou de la citoyenneté, caractérisées notamment par l'émancipation par rapport aux rôles sociaux uniques des communautés traditionnelles, remplacés par la démultiplication des identités individuelles – les manières pour un même individu de jouer de la multiplicité de ses appartenances et désignations pour dégager des marges de liberté, de libre-arbitre. L'espace public est un lieu privilégié d'expression de cette forme d'émancipation, qui naît en partie avec l'urbanisation étendue et généralisée.

Or, certains espaces publics classiques d'aujourd'hui ne permettent peut-être plus cette forme d'émancipation par rapports aux rôles sociaux fixés : ils peuvent apparaître très sécurisés, ou ségrégués. La sécurisation peut être une limite à l'invention de rôles et de

manière d'être, en enkystant les individus dans des postures définies par une autorité de plus en plus visible (la police, la caméra de surveillance signalée par des panneaux) – et qui limite d'autant les modalités de régulations inter-individuelles laissées à l'initiative des individus. Quant à la ségrégation, elle caractérise des espaces livrés à des logiques marchandes (centres historiques de vieilles pierres et de commerces de plus en plus chers, voire de luxe) et aux processus de gentrification (changements de population et installation de classes plus aisées). Les signes et ambiances urbaines qui en découlent opèrent un tri social : certaines catégories peuvent ressentir une forme de malaise, ne plus se sentir légitimes dans ces espaces. L'accessibilité s'en trouve réduite.

Les lieux interstitiels comme la muraille – entre espaces publics de la rue et espaces privés de la maison – pourraient finalement représenter une double échappatoire au contrôle social : à la fois celui du privé et du public. Ces interstices, jouant des rôles de soupapes ou d'espaces du possible, deviendraient des lieux d'articulation ou de recombinaison des normes sociales. Ils mettraient en jeu la réflexivité, la construction du sujet, du groupe, puisque le transfert de l'intime vers la muraille suppose des motivations, des décisions, et, dans une certaine mesure, des transgressions bien comprises.

Dans ce cas, l'intime ne paraît plus antinomique du public, mais un élément constitutif d'une publicité encore alternative. Ressource momentanée aussi : le passage de l'intime dans le public traduit des formes de motivations émancipatrice qui contribuent à construire des contextes d'espaces publics mouvants. Ceux-ci ne sont pas forcément destinés à rester des espaces publics de seconde zone : les registres d'attitudes qui s'y déploient ne rendent rien à ceux qui sont à l'œuvre dans les espaces publics gentrifiés, et semblent finalement parfois plus près des définitions traditionnelles de l'espace public, notamment en terme d'accessibilité. À la seule échelle de la muraille, en tout cas, on voit bien que la présence de l'intime peut contribuer à maintenir et co-produire une publicité de l'espace, en particulier à travers les densités d'utilisation et la nécessité de s'accorder de façon implicite, entre les usagers, sur des registres d'attitudes et de co-présence. Ainsi considéré, l'intime serait-il devenu une ressource du public ?

6- A ce niveau, on pourrait observer des processus de publicisation de l'intime : transformation de sens et de gestes habituellement associés au registre de l'intime.

Bibliographie

- Ahunbay, Metin et Ahunbay, Zeynep, 1994, « Conservation work at Istanbul: land walls », *Lettre de l'Observatoire Urbain d'Istanbul*, n° 7, Istanbul, disponible en ligne : <http://www.ifea-istanbul.net/oui/oui.html>.
- Angel, Aron, 1992, « Projets et aménagements urbains à Istanbul de 1933 à nos jours. Henri Prost à Istanbul de 1936 à 1951, deuxième partie », *Lettre de l'Observatoire Urbain d'Istanbul*, n° 3, Istanbul.
- Aydemir, I-ik, 2004, « About the contemporary problems of preservation and revalorization et the Istanbul city walls », *Europa Nostra*, Bulletin 58, 3-2004, Vérone, pp. 9-14.
- Demazière, Christophe et Dorso, Franck, 2003, Deux expériences urbaines aux marges de l'Europe », *Annales de la recherche urbaine*, n° 93, p. 15-21.
- Dorso, Franck, 2006a, « La muraille ignorée ou le paradoxe de l'alliance tourisme-patrimoine », *Téoros*, UQAM, vol. 25, n° 2, Montréal, pp 40-46.
- Dorso, Franck, 2006b, « Pouvoirs et contre-pouvoirs autour de l'occupation et de la rénovation de la muraille terrestre d'Istanbul », *ESO, Travaux et documents*, UMR 6590 Espaces géographiques et Sociétés, n° 24, CNRS, pp 37-46.
- Dorso, Franck, 2003, « La muraille terrestre d'Istanbul », *Les dossiers de l'IFEA*, collection « Patrimoines au présent », n° 1, 39 p.
- Fleury, Antoine, 2005, *Les rivages d'Istanbul: des espaces publics à part, au cœur de la mégapole*, rapport d'étude, IFEA, Istanbul.
- Fol, Sylvie et Sabot, Emmanuelle, 2003, La revalorisation des espaces industriels, *Annales de la recherche urbaine*, n° 93, PUCA, Paris, pp 23-32.
- Gravari-Barbas, Maria et Veschambre, Vincent, 2005, « Approches et représentations du patrimoine: dynamiques, évolutions projets, Introduction », *ESO, Travaux et documents*, UMR 6590 Espaces géographiques et Sociétés, n° 23
- Pérouse, Jean-François, 2003, « La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », *Rives nord-méditerranéennes*, n° 16, Aix-en-Provence, pp 27-44.
- Ripoll, Fabrice et Veschambre, Vincent, 2005, « L'appropriation de l'espace comme probléma-

tique », *Norois*. Environnement, Aménagement, Société, n° 195: « L'appropriation de l'espace. Sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », textes réunis par Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre, 2^e semestre, pp. 7-15.

- Zeneidi-Henry, Djemila, 2005, « Ce n'est pas nous qui sommes à la rue, c'est la rue qui est à nous », Pour une autre lecture de l'espace à partir des modes d'appropriation des espaces publics pas les Sans domicile fixe », texte d'une communication à dans le cadre de l'unité ESO.